



## **Contrat Cadre de la Convention Territoriale Globale 2021-2025**

**Entre la CAF de l'Ain**

**Et**

**La Mutualité Sociale Agricole Ain Rhône**

**Et**

**La Communauté d'agglomération du Bassin de Bourg-en-Bresse**

**La commune de Viriat**

**La commune de Péronnas**

**La commune de St Denis-les-Bourg**

**La commune de St Didier d'Aussiat**

**La commune de Confrançon**

**La commune de St Etienne du Bois**

**Le SIVOS de St Julien-sur-Reyssouze/Leschroux/Mantenay-Montlin/St Jean sur Reyssouze**

**Le SIVOS de St Trivier-de- Courtes**

**La commune de Polliat**

**La commune de Buellas**

**La commune Lent**

**La commune de St André-sur-Vieux Jonc**

**La commune de Servas**

**La commune de Dompierre-sur-Veyle**

**La commune de Montcet**

**La commune de Val Revermont**

**La commune de Marboz**

**La commune de Bénay**

Entre d'une part :

- La **Caisse d'Allocations Familiales de l'Ain**, représentée par le Président du conseil d'administration, Monsieur Éric PROST et la Directrice, Madame Christine ROUS et dont le siège se situe TSA 30333 – 01011 BOURG EN BRESSE CEDEX,

Et d'autres part :

- La **Mutualité Sociale Agricole Ain Rhône**, représentée par son Président, Monsieur Olivier de SEYSSEL et son Directeur Général, Monsieur Jean-Marc GEORGE et dont le siège se situe 35-37 Rue du Plat – BP 2612 – 69232 LYON CEDEX,
  - La **Communauté d'Agglomération du Bassin de Bourg-en-Bresse**, représentée par son Président, Monsieur Jean-François DEBAT et dont le siège se situe à Bourg en Bresse,
  - La **commune de Viriat**, représenté par son Maire, Monsieur Bernard PERRET et dont le siège se situe à la mairie de Viriat,
  - La **commune de Péronnas**, représentée par son Maire, Madame Hélène CEDILEAU et dont le siège se situe à la Mairie de Péronnas,
  - La **commune de St Denis-les-Bourg**, représentée par son Maire, Monsieur Guillaume FAUVET et dont le siège se situe à la Mairie de St Denis-les-Bourg,
  - La **commune de St Didier d'Aussiat**, représentée par sa Mairesse, Madame Catherine PICARD, et dont le siège se situe à la Mairie de St Didier d'Aussiat,
- La **commune de Confrançon**, représentée par son Maire, Monsieur Jean-Paul BUELLET, et dont le siège se situe à la Mairie de Confrançon,
- La **commune de St Etienne du Bois**, représentée par son Maire, Monsieur Alain Chapuis, et dont le siège se situe à la Mairie de St Etienne du Bois,
  - Le **Sivos de St Julien-sur-Reyssouze, St Jean-sur-Reyssouze, Lescheroux, Mantenay-Montlin**, représenté par son Président, Monsieur Michel LEMAIRE, et dont le siège se situe à la Mairie de Mantenay-Montlin,
  - Le **Sivos de St Trivier-de-Courtes**, représenté par son Président, Monsieur Thierry PALLEGOIX, et dont le siège se situe à St Trivier-de-Courtes,

- La **commune de Polliat**, représenté par son Maire, Monsieur Bernard BIENVENU, et dont le siège se situe à la Mairie de Polliat,
- La **commune de Buellas**, représenté par son Maire, Monsieur Michel CHANEL, et dont le siège se situe à la Mairie de Buellas,
- La **commune de Lent**, représenté par son Maire, Monsieur Yves CRISTIN, et dont le siège se situe à la Mairie de Lent,
- La **commune de St Andre-sur-Vieux-Jonc**, représenté par son Maire, Monsieur Bernard QUIVET, et dont le siège se situe à la Mairie de St Andre-sur-Vieux-Jonc,
- La **commune de Servas**, représenté par son Maire, Monsieur Serge GUERIN, et dont le siège se situe à la Mairie de Servas,
- La **commune de Dompierre-sur-Veyle**, représentée par son Maire, Madame TABOURET, et dont le siège se situe à la Mairie de Dompierre-sur-Veyle,
- La **commune de Montcet**, représenté par son Maire, Monsieur Franck TARPIN, et dont le siège se situe à la Mairie de Montcet,
- La **commune de Val Revermont**, représentée par son Maire, Madame Monique WIEL, et dont le siège se situe à la Mairie de Val Revermont,
- La **commune de Marboz**, représentée par son Maire, Madame MOIRAUD Christelle, et dont le siège se situe à la Mairie de Marboz,
- La **commune de Béný**, représenté par son Maire, Monsieur Patrick BAVOUX, et dont le siège se situe à la mairie de Béný.

## Préambule

Conformément aux orientations de la Convention d'Objectifs et de Gestion 2018 – 2022 » entre la CNAF et l'Etat, la CAF de l'Ain développe la Convention Territoriale Globale (CTG), outil de la branche Famille pour coordonner l'ensemble des politiques et actions mises en œuvre sur un territoire, afin d'assurer une cohérence des interventions, une évaluation commune des besoins et un partage des outils de pilotage et d'évaluation avec les collectivités compétentes.

La CTG permet de :

- Développer et coordonner l'ensemble des politiques et des actions sociales et familiales mises en œuvre sur le territoire,
- Définir et mettre en œuvre un projet global de territoire en direction des habitants et des familles, en cohérence avec le diagnostic des besoins,
- Gagner en efficacité et donner du sens en rationalisant les engagements contractuels.

Conformément aux orientations fixées par la Convention d'Objectifs et de Gestion 2016 – 2020 entre la CCMSA et l'Etat, **la MSA Ain-Rhône initie les Chartes territoriales « Avec les familles »** pour accompagner les familles dans leur parcours de vie.

Les Chartes ont vocation à développer, à l'échelle d'un bassin de vie, les services et les solidarités aux familles sur les territoires fragilisés par l'absence ou l'insuffisance de service qui leur sont dédiés et marqués par trois phénomènes :

- L'arrivée de nouvelles familles en milieu rural, notamment de jeunes familles,
- Une tendance à une réduction des services et à leur éloignement,
- Un accroissement de l'isolement et une dilution du lien social.

Dans ce contexte, **compte tenu de la proximité des objectifs poursuivis par la MSA avec la Charte « Familles » et la Caf au travers de la Convention Territoriale Globale**, la MSA Ain Rhône et la Caf de l'Ain se sont concertées pour élaborer une démarche commune aux territoires éligibles aux deux dispositifs, le **Projet Coopératif avec les Familles**. Déclinée à l'échelle d'un bassin de vie pour les EPCI étendues, cette démarche spécifique s'appuie sur une méthodologie collaborative associant développement social local et ingénierie de projet.

Au sein du département de l'Ain, un Schéma Départemental des Actions Educatives et des Services aux Familles a été signé en 2015. Ce schéma a permis de mettre en cohérence les différentes orientations institutionnelles pour accompagner les collectivités locales sur les champs de la Petite enfance, de la parentalité, de la réussite et des loisirs éducatifs et la citoyenneté des jeunes.

Dans le cadre des politiques locales en faveur des familles et des habitants, la CAF de l'Ain, la Mutualité Sociale Agricole et la Communauté d'Agglomération du Bassin de Bourg en Bresse et les communes de Montcet, Buellas, Lent, Dompière-sur-Veyle, Servas, St Etienne du Bois, Polliat, Viriat, Péronnas, St Denis-les-Bourg, Val Revermont, St Etienne du Bois, St Didier d'Aussiat, Confrançon, St André-sur-Vieux-Jonc, Bény, Marboz, et les syndicats intercommunaux de St Trivier-de-Courtes et St Julien-sur-Reyssouze mettent en œuvre

depuis plusieurs années un partenariat visant à développer des équipements et des services accessibles et correspondant aux besoins identifiés.

Cette convention cadre ne comprend pas la commune de Bourg-en-Bresse, déjà signataire d'une CTG 2018-2021.

### **Présentation du territoire concerné**

La Communauté d'Agglomération du Bassin de Bourg-en-Bresse (CA3B), née de la fusion de 7 Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) et de 2 syndicats mixtes est une Communauté d'Agglomération située dans le département de l'Ain. Cette intercommunalité, qui regroupe 74 communes, est en fonction depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017. La Communauté d'Agglomération représente une population de 136 286 habitants répartie sur une superficie de 1 236.8 km<sup>2</sup> soit une densité de 110.2 habitants par km<sup>2</sup>.

Elle se caractérise ainsi par une politique volontariste en direction des services à la personne pour accompagner la forte évolution de la population et rendre le territoire attractif pour les acteurs économiques et sociaux.

Le projet de territoire (2018-2025) de ce nouvel EPCI s'articule autour de 2 axes forts :

- La solidarité et cohésion des territoires
- La transition écologique.

Ce projet se décline, en 15 thématiques dont le domaine de l'action sociale.

### **En matière d'action sociale :**

La Communauté d'Agglomération du Bassin de Bourg-en-Bresse, dispose des compétences décrites dans le schéma de territoire élaboré en 2019 :

- *Partiellement dans les domaines de la Petite enfance, l'enfance, la jeunesse et vient en appui des services aux habitants pour les seniors.*
- *Ciblées pour le logement social : améliorer le parc existant, produire des logements sociaux répondant aux besoins et répondre aux besoins en matière de logements spécifiques.*

*Par ailleurs, secteur de l'Economie Sociale et Solidaire en développement.*

***Puis, chaque collectivité dispose de ses propres compétences.***

*La commune de Viriat dispose des compétences suivantes :*

*La commune de Péronnas dispose des compétences suivantes :*

*La commune de St Denis-les-Bourg dispose des compétences suivantes :*

*La commune de St Didier-d'Aussiat dispose des compétences suivantes :*

*La commune de Confrançon dispose des compétences suivantes :*

*La commune de St Etienne du Bois dispose des compétences suivantes :*

*Le Sivos de St Julien-sur-Reyssouze-St Jean-sur-Reyssouze, Lescheroux, Mantenay-Montlin, dispose des compétences suivantes :*

*Le Sivos de St Trivier-de-Courtes dispose des compétences suivantes :*

*La commune de Polliat dispose des compétences suivantes :*

*La commune St André-sur-Vieux-Jonc dispose des compétences suivantes :*

*La commune de Lent dispose des compétences suivantes :*

*La commune de Servas dispose des compétences suivantes :*

*La commune de Montcet dispose des compétences suivantes :*

*La commune de Val Revermont dispose des compétences suivantes :*

*La commune de Buellas dispose des compétences suivantes :*

*La commune de Marboz dispose des compétences suivantes :*

*La commune Béný dispose des compétences suivantes :*

*La commune Dompierre-sur-Veyle dispose des compétences suivantes :*

Ces territoires se caractérisent par une grande diversité de situations d'habitants, et par de nombreuses évolutions qui nécessitent une adaptation tant au niveau des familles qu'au niveau des acteurs locaux. A ce titre, la CAF entend poursuivre son soutien aux collectivités locales compétentes qui s'engagent dans un projet de territoire qui leur est destiné.

En 2019, dans le cadre du domaine d'action sociale, la collectivité a fait l'objet d'une démarche de diagnostic en vue de construire le Schéma de Développement Territorial autour de 4 axes principaux : Petite enfance, Enfance, Jeunesse et seniors.

A la suite de celui-ci, des orientations ont été définies :

- ✓ Au niveau de la Petite enfance :
  - Développer et diversifier l'offre d'accueil pour répondre à l'ensemble des besoins,
  - Accompagner la professionnalisation des assistantes maternelles,
  - Améliorer la lisibilité de l'offre d'accueil et développer l'information auprès des familles,
  - Développer le soutien à la parentalité.
- ✓ Au niveau de l'enfance et de la jeunesse

- Développer une offre plus adaptée aux besoins des territoires et des jeunes,
- Améliorer l'accès et l'information des enfants et des jeunes à l'offre du territoire
- Améliorer la qualité de l'offre en développant les partenariats.

Ce territoire et ses acteurs locaux offrent, avant même le diagnostic conduit par la CA3B, une diversité de structures et de services pour les familles et leurs enfants : 16 structures Petite enfance (PSU et PAJE), 9 RAM, 34 accueils de loisirs, 2 équipements de vie sociale, 2 centres sociaux et 1 Maison d'Assistant Maternel. Une MSAP (Maison de Services Aux Publics) est également à disposition de la population à Val Revermont et une Maison France Service à St Trivier-de-Courtes.

A cet égard, la CAF soutient financièrement ces services et ces actions auprès des familles : à travers des aides au fonctionnement (Prestation de services versées aux structures) et des prestations de services enfance Jeunesse (versées aux collectivités signataires d'un contrat enfance Jeunesse)

**Les Financements collectifs de la CAF de l'Ain** représentent, en 2019, **6 618 282€/an**

- ✓ 3 899 619 € à destination des équipements Petite enfance (EAJE et RAM)
- ✓ 825 304 € à destination des équipements jeunesse
- ✓ 163 272€ à destination des structures de l'animation de la vie sociale
- ✓ 12 497€ pour le soutien à la Parentalité
- ✓ 8 000 € de Subventions sur fonds propres Enveloppe de Territoire CAF
- ✓ 1 709 590 € PSEJ CAF

**Elle soutient également les familles allocataires du territoire (13 171 allocataires)**

Les Prestations Familiales versées par la CAF de l'Ain, représentent, en 2019,

**4 898 306€/mois**, soit une moyenne de :

- ✓ 436 €/allocataires
- ✓ 920 €/familles

De son côté, la MSA Ain Rhône intervient :

- A l'échelle de la CA3B, par le versement des prestations légales (santé, retraite, famille) et extra-légales aux ressortissants du régime agricole résidant sur le territoire de la CA3B,
- Au niveau des territoires ruraux de la CA3B, par le déploiement de son offre de services en matière d'action sanitaire et sociale en réponse aux besoins sociaux identifiés (dans le champ de la petite enfance, de l'enfance-jeunesse, de l'animation de la vie sociale, de la parentalité, de l'inclusion numérique, de l'avancée en âge...)

**En 2019, sur ce territoire, la structure familiale se compose ainsi :**

13 171 allocataires CAF pour 40 347 personnes couvertes

Taux de couverture CAF : 44,96%

8 527 ressortissants MSA

Taux de population MSA : 6,52 %

9 440 familles avec enfants

1 943 allocataires monoparentales

2 108 familles nombreuses

110,63 % d'allocataires bi-actifs

22 885 bénéficiaires d'allocations logement (4040 d'ALF, 2959 d'ALS et 15 885 d'APL) en 2020.

*Les Enfants allocataires sont de :*

*17 781 enfants de 0-17 ans*

*Taux MSA 0 – 17 ans : 3,49%*

2 606 Enfants de – de 3 ans

2819 enfants de 3 à 6 ans

12 356 enfants de 6 à 17 ans

333 enfants bénéficiaires AEEH

Fort de ce partenariat, la CAF de l'Ain et la Communauté d'Agglomération du Bassin de Bourg en Bresse et les communes de Montcet, Buellas, Lent, Dompierre-sur-Veyle, Servas, St Etienne du Bois, Polliat, Viriat, St Denis-les-Bourg, Péronnas, Val Revermont, St Etienne du Bois, St Didier d'Aussiat, Confrançon, St André-dur-Vieux-Jonc, Bény, Marboz, et les syndicats intercommunaux de St Trivier-de-Courtes et St Julien-sur-Reyssouze souhaitent renforcer leurs engagements communs par la mise en place d'une CTG sur ce territoire. La MSA Ain Rhône contribuera notamment à la déclinaison de cette CTG à l'échelle de la Conférence Bresse, bassin de vie le plus rural de la CA3B, sous la forme d'un Projet coopératif avec les Familles (Taux de population MSA : 10,53 %). Celui-ci fera l'objet d'une contractualisation spécifique sous la forme d'un avenant à la convention cadre.

La réussite de cette démarche implique l'adhésion de l'ensemble des signataires aux valeurs d'engagement, de solidarité et aux principes de l'action participative et territorialisée.

Dans le respect des compétences de chaque collectivité, le cadre national CTG vise la déclinaison et la mise en œuvre d'un plan d'actions concertées, par micro-territoire, basé sur un diagnostic partagé des besoins dans les champs d'interventions suivants :

- L'inclusion sociale des familles dans leur environnement et le soutien des familles confrontées à des difficultés temporaires,
- La lutte contre les inégalités territoriales et la réduction de l'exclusion et de la pauvreté, en particulier dans les quartiers en politique de la ville
- L'animation de la vie sociale,
- La promotion de l'accès aux droits et de l'inclusion numérique,
- Le maintien et la diversification de l'offre de services en direction de la Petite enfance, de l'enfance, de la jeunesse et de la parentalité,
- Le maintien dans le logement et la lutte contre l'habitat indigne.

Les enjeux principaux de la démarche sont donc pour la CA3B, de :

- Partager la connaissance globale du territoire,
- Réaliser des diagnostics initiaux sur les thématiques manquantes telles que l'animation de la vie sociale, l'Economie Sociale et Solidaire,
- Réactualiser le diagnostic parentalité, au regard du contexte lié à la crise sanitaire,



- Définir un plan d'actions adapté localement, par conférence de territoire, par thématique, issu d'une démarche de concertation des partenaires signataires,
- Optimiser le pilotage et le financement des actions, en gagnant en cohérence et en efficience,
- Accompagner au maintien et au développement de services favorisant l'attractivité du Territoire.
- Rappel des thématiques pour la CA3B : Petite enfance, Enfance, Jeunesse, parentalité, animation de la vie sociale, habitat, accompagnement au numérique, économie sociale et solidaire.

**L'ensemble de ces enjeux est défini au regard des compétences qui relèvent de la CA3B et du schéma de territoire.**

### **Article 1 : objet de la CTG**

En accord avec ce préambule, les parties s'engagent, à partir de la date de signature de la CTG, à mettre en œuvre celle-ci sur les territoires respectifs de chaque collectivité signataire de la Communauté d'Agglomération du Bassin de Bourg-en-Bresse.

Le présent projet a pour objet de définir le champ du partenariat ainsi que les conditions et moyens nécessaires à sa mise en œuvre, en respect de la déclinaison de la CTG avec la Caf.

### **Article 2 : méthodologie d'intervention et programmation**

La CTG repose sur une méthodologie de projet établie entre les parties signataires, qui peut s'appuyer sur une démarche de Développement Social Local et sur la mobilisation du *Conseil de Développement* et des représentants locaux (associations...), tant pour l'identification et la définition des besoins et des priorités d'actions, que pour la mise en œuvre des projets et actions qui y sont rattachés.

Les signataires de la CTG reconnaissent constituer un collectif partenarial par :

- La prise en compte du diagnostic territorial, déjà réalisé en 2019, et de sa complétude sur les nouvelles thématiques,
- L'élaboration d'un programme d'actions concertées et le suivi de sa mise en œuvre,
- La réalisation d'une évaluation des actions menées dans le cadre du programme élaboré.

Ce partenariat se veut étroit, concerté et coordonné dans le cadre de la démarche décrite.

### **Article 3 : engagements réciproques des partenaires**

Pour la durée de mise en œuvre de la CTG, les engagements des parties sont :

- Veiller au respect des objectifs de la CTG,
- Animer et conduire la CTG selon l'article 4 et l'annexe 1,

- Contribuer à la réalisation des diagnostics, des plans d'actions et de leurs évaluations.

#### **Article 4 : modalités de la coopération**

Un **Comité de Pilotage** sera mis en place. Il sera chargé de piloter et de coordonner les étapes clés de la mise en œuvre de la CTG, ainsi que toute proposition d'actions sur l'ensemble des thématiques.

*(voir en annexe n° 1 le schéma de gouvernance de la CTG).*

Les membres du comité de pilotage sont les suivants :

- Pour la Communauté d'Agglomération CA3B : le Président et/ou son représentant, le Directeur général des services et/ou son représentant,
- Pour chaque commune ou collectivité signataire : Le Maire et/ou son représentant,
- Pour la Caf de l'Ain : la Directrice et/ou son représentant,
- Pour la MSA : la Directrice et/ou son représentant,
- Les acteurs institutionnels chargés de la coordination de la CTG.

Cette instance :

- Impulse et garantit la démarche de diagnostic partagé,
- Fixe les objectifs et les orientations de la démarche,
- Mobilise les moyens nécessaires pour mettre en œuvre les actions,
- Valide les propositions faites par le Comité Technique,
- Impulse la démarche d'évaluation auprès du Comité Technique.

Le **Chargé de Coopération Territoriale** de CA3B animera la démarche et l'organisation des différentes instances.

Pour mener à bien la CTG, les parties décident de mettre en place 4 phases, selon le calendrier précisé *(en annexe n°2)* :

- **Phase 1** : compléter et affiner les diagnostics par conférence de territoire et échelle pertinente à définir collégialement
- **Phase 2** : élaborer des plans d'actions,
- **Phase 3** : mettre en œuvre les plans d'actions,
- **Phase 4** : évaluer les plans d'actions.

L'animation et le secrétariat du comité de pilotage seront assurés par le Chargé de Coopération Territoriale de la Collectivité de la CA3B.

Un **Comité Technique** composé des responsables techniques et administratifs de chaque Conférence de territoire, de la Caf, et des éventuelles institutions partenaires sera créé.

Il visera à :

- Mettre en œuvre le diagnostic partagé,

- Proposer des actions à mettre en œuvre correspondant aux objectifs fixés par le Comité de Pilotage.

### **Article 5 : moyens financiers**

La CA3B bénéficie d'un financement de la CAF pour 1,25 postes de coordination jeunesse et la commune de Viriat de 1,5 postes Enfance/jeunesse, dans le cadre du Contrat Enfance Jeunesse. Il est attendu dans le cadre de la CTG, de faire évoluer ces postes vers des postes de coordination de coopération territoriale (*annexe n° 3 présentant le référentiel du poste de coordinateur*). La Collectivité s'engage au terme de cette CTG, à avoir conduit cette évolution. Les chargés de coopération territoriaux devront participer au réseau départemental des chargés de coopération animé par la CAF.

La CAF s'engage également à poursuivre l'accompagnement financier, aux côtés des Collectivités, au fonctionnement des structures présentes sur le territoire et relevant de leurs champs de compétences respectifs, au moyen de convention d'objectifs et de financements propre à chaque structure (*cf. annexe 4*).

L'engagement financier de chacune des parties signataires de la présente convention, concernant les projets de création de services et de structures, sera évalué selon le processus habituel d'études de faisabilité dans le respect des critères propres à chaque projet.

Le diagnostic de la CTG pourra être le socle commun à la détermination du plan d'actions et de développements des différents projets de développement de structures et services.

### **Article 6 : communication**

Les parties décident et réalisent d'un commun accord les actions de communication relatives à la présente CTG. Tout support de communication devra faire apparaître le logo de la CAF de l'Ain.

Dans le cadre des actions de communication respectives couvrant le champ de la présente convention, chaque partie s'engage à mentionner la coopération de l'autre partie et à valoriser ce partenariat.

### **Article 7 : partage de données**

Les parties s'engagent réciproquement à communiquer toutes les informations utiles dans le cadre de la mise en œuvre de la CTG.

A ce titre, le présent document constitue le cadre général d'éventuels échanges de données dans le respect des :

- Dispositions législatives et réglementaires s'imposant à chaque partenaire, notamment au regard de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés,
- Décisions, avis ou préconisations de la commission nationale de l'informatique et des libertés.

Les parties s'engagent à mentionner, dans tout document interne ou externe, la source des données.

#### **ARTICLE 8 - EVALUATION**

Une évaluation des actions est conduite au fur et à mesure de l'avancée de la mise en œuvre de la CTG, lors des revues du plan d'actions. Les indicateurs d'évaluation sont déclinés dans le plan. Ils permettent de mesurer l'efficacité des actions mises en œuvre.

A l'issue de la présente convention, un bilan sera effectué intégrant une évaluation des effets de celle-ci. Cette évaluation devra permettre d'adapter les objectifs en fonction des évolutions constatées.

#### **Article 9 : durée**

**La présente Convention Territoriale Globale est conclue sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2021 au 31 décembre 2025.**

En cas de résiliation de la CTG, les parties seront tenues des engagements pris antérieurement à celui-ci jusqu'à leur terme.

## **ARTICLE 10 -EXECUTION FORMELLE DE LA CONVENTION**

Toute modification fera l'objet d'un avenant par les parties.

Cet avenant devra notamment préciser toutes les modifications apportées à la convention d'origine ainsi qu'à ses annexes.

Si l'une quelconque des stipulations de la présente convention est nulle, au regard d'une règle de droit en vigueur ou d'une décision judiciaire devenue définitive, elle sera réputée non écrite, mais les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée.

En cas de différences existantes entre l'un quelconque des titres des clauses et l'une quelconque des clauses, le contenu de la clause prévaudra sur le titre.

## **ARTICLE 11 : LA FIN DE LA CONVENTION**

### **- Résiliation de plein droit avec mise en demeure**

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Les infractions par l'une ou l'autre des parties aux lois et règlements en vigueur entraîneront la résiliation de plein droit de la présente convention par la CAF de l'Ain, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations légales ou réglementaires en vigueur et restée infructueuse.

### **- Résiliation de plein droit sans mise en demeure**

La présente convention sera résiliée de plein droit par la CAF de l'Ain, sans qu'il soit besoin de procéder à une mise en demeure ou de remplir toutes formalités judiciaires, en cas de modification d'un des termes de la présente convention sans la signature d'un avenant.

### **- Résiliation par consentement mutuel**

La présente convention peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties moyennant un délai de prévenance de 6 mois.

En cas de résiliation de la CTG, les parties seront tenues des engagements pris antérieurement à celui-ci jusqu'à leur terme.

- **Effets de la résiliation**

La résiliation de la présente convention entraînera l'arrêt immédiat des engagements des parties.

La résiliation interviendra sans préjudice de tous autres droits et de tous dommages et intérêts.

**ARTICLE 12 : LES RECOURS**

- **Recours contentieux**

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif dont relève la CAF de l'Ain.

**ARTICLE 13 : CONFIDENTIALITE**

Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, au secret professionnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont elles auront eu connaissance durant l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Fait en 20 exemplaires,

A ....., le.....

Pour la ~~Communauté d'Agglomération du Bassin de Bourg-en-Bresse~~



Le Président,

Le Président

Pour la Commune de Viriat

Le Maire



Pour la commune de Péronnas

Le Maire





Pour la commune de St Denis-les-Bourg  
Le Maire

Le Maire,  
Guillaume FAUVET

Pour la commune de Marboz  
La Maire

Le Maire,

Christelle MOIRAUD

Pour la commune de Polliat  
Le Maire

Le Maire,

Bernard BIENVENU

Pour la commune de Val Revermont  
Le Maire

Pour la commune de Béný  
Le Maire

Pour la commune de St Didier d'Aussiat  
Le Maire

Pour la commune de Lent  
Le Maire

Mme VITTE Rochel  
Adjointe

Pour la commune de Servas  
Le Maire

Serge GUERIN  
Maire de Servas

Pour la commune de Dompierre-sur-Veyle  
Le Maire

Pour la commune de St André-sur-Vieux -  
Jonc  
Le Maire

V. MOLARD - PARIZOT Adjointe

Pour le Sivos de St Julien-sur-  
Reyssouze/Lescheroux/St Jean-sur-  
Reyssouze/Mantenay-Montlin  
Le Maire

Pour le sivos de St Trivier-de-Courtes  
Le Maire- Président  
Thierry PALLEGON

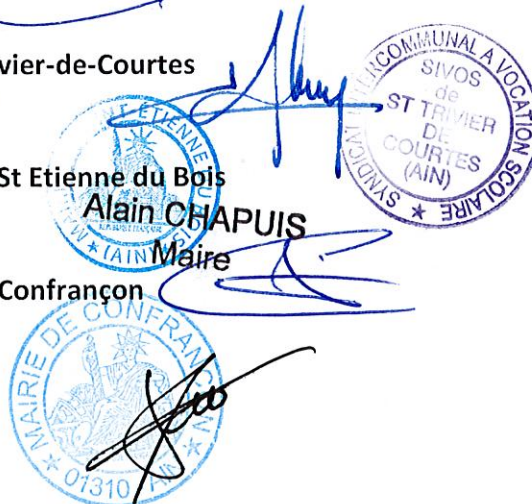
Pour la commune de St Etienne du Bois  
Le Maire

Alain CHAPUIS  
Maire

Pour la commune de Confrançon  
Le Maire



**SIVOS du RPI**  
Lescheroux / Mantenay-Montlin  
Saint-Jean-sur-Reyssouze  
Saint-Julien-sur-Reyssouze  
55, route de Châlon  
01560 SAINT-JULIEN-SUR-REYSSOUZE  
Tél. 04 74 50 82 55  
Mail : sivosdurpi@outlook.fr



**Pour la commune de Buellas**  
**Le Maire**




**Pour la commune de Montcet**  
**Le Maire**



.....  
**Pour la Mutualité Sociale Agricole Ain Rhône**  
**Le Président**

  
**Monsieur Olivier de SEYSSEL**

**Le Directeur,**


  
**Monsieur Jean-Marc GEORGE**

**Pour la Caisse d'Allocations Familiales de l'Ain**

**Le Président**

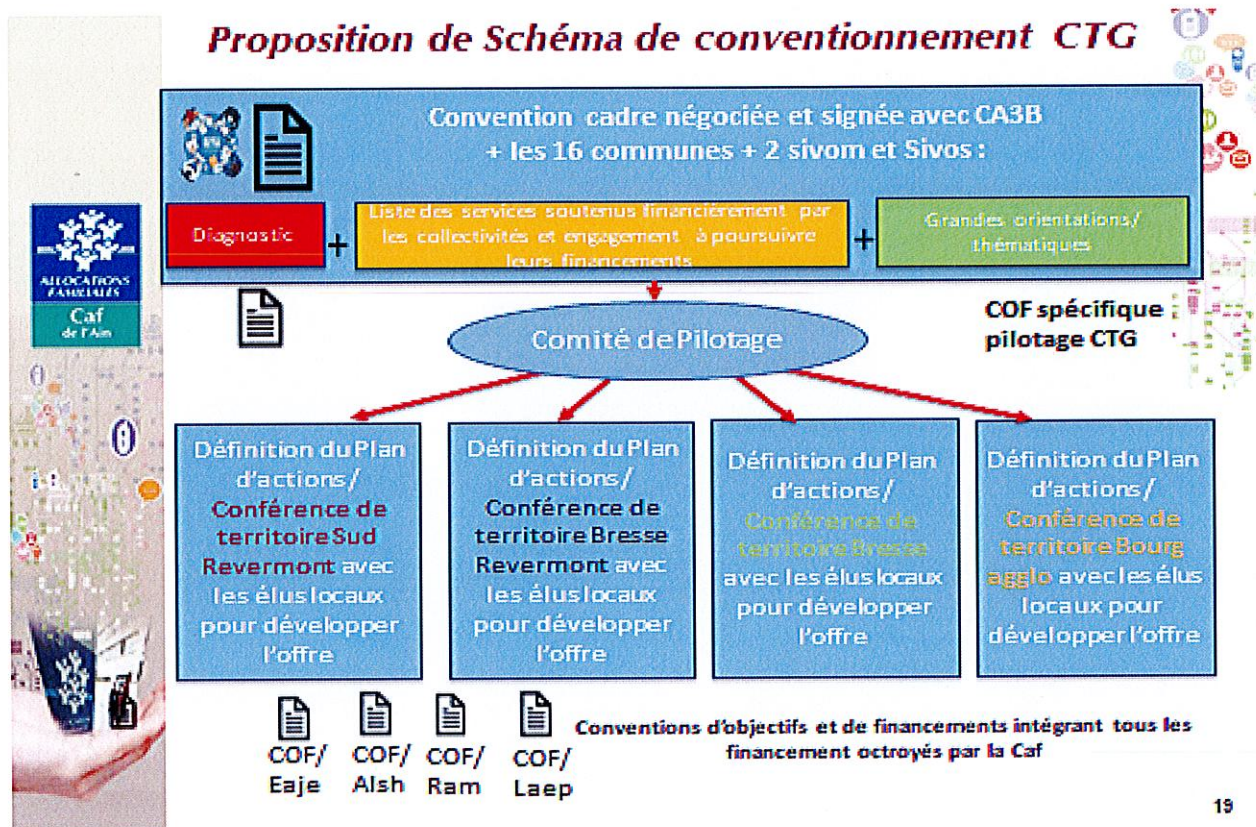
  
**Monsieur Éric PROST**

**La Directrice,**

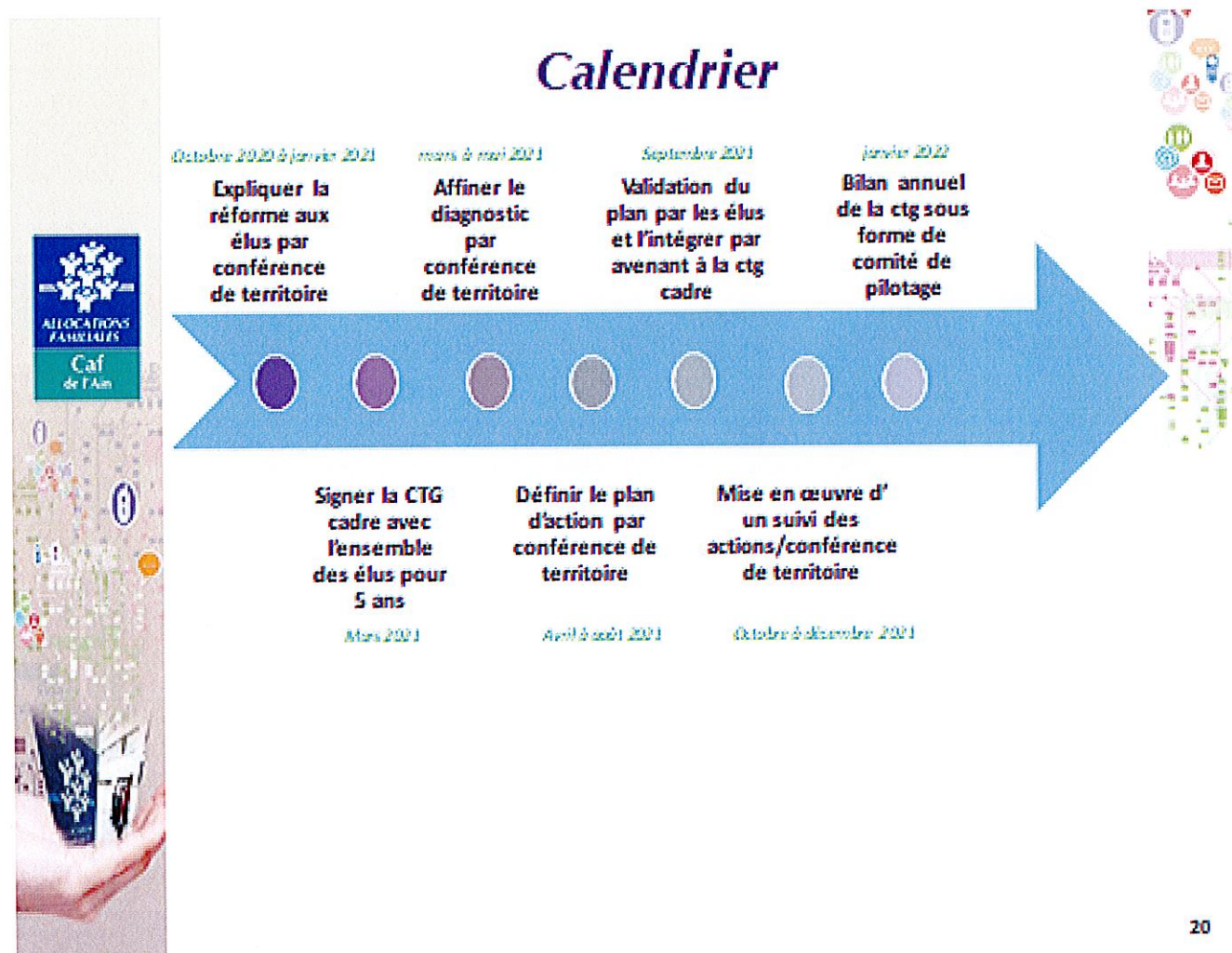
  
Hélène MAGNON,  
Directrice adjointe  
**Madame Christine ROUS**



## Annexe 1 – Schéma de gouvernance CTG



## Annexe 2 – Calendrier de Mise en œuvre



### Annexe 3 - Le référentiel du poste de chargé de coopération Ctg

|                   |  |
|-------------------|--|
| <b>Définition</b> | <b>Met en œuvre les orientations stratégiques de la collectivité locale en matière de développement et de redynamisation d'un territoire.</b> Sur un mode partenarial et selon plusieurs thématiques d'intervention possibles, il participe au pilotage et la contractualisation des projets en coordonnant les différentes interventions de politiques publiques mises en œuvre dans le cadre du projet de territoire. Il propose des éléments d'arbitrage et accompagne les prises de décision en partageant l'information en continu et en mobilisant des expertises externes. L'enjeu de son poste réside dans le renforcement de la fluidité de l'ensemble de la chaîne de responsabilité : celle-ci doit concilier priorité politique et prise en compte des enjeux locaux. Elle s'appuie sur une dynamique « descendante » : pour tenir compte des orientations stratégiques, des leviers et contraintes budgétaires et des impératifs opérationnels ; et sur une dynamique « ascendante » : pour construire des dispositifs adaptés aux besoins et aux spécificités locales et accompagner l'innovation sociale.   |
| <b>Contexte</b>   | <ul style="list-style-type: none"><li>+ <b>Évolution des politiques publiques, des missions de service public et des modes sociétaux</b> : plan de cohésion sociale, principes du développement durable et de démocratie locale, politiques d'emploi, d'aménagement, d'économie solidaire, d'habitat, etc.</li><li>+ <b>Mutations institutionnelles, développement de l'intercommunalité et recomposition des territoires et de leur articulation</b> : évolution de la représentation de l'État en territoire (développement des agences nationales, etc.), processus de décentralisation et renforcement de l'échelon régional et local. Développement de l'intercommunalité et des logiques de coopération</li><li>+ <b>Développement des démarches de pilotage, de contractualisation et d'appui aux territoires</b> : Déclinaisons opérationnelles des orientations stratégiques définies dans le cadre du Sdsf dans les conventions territoriales globales (Ctg), contrats territoriaux, contrats urbains de cohésion sociale, contrats d'agglomération), développement des modes de concertation des dispositifs partenariaux et contractualisés, des appels à projet, évolution des outils de la gouvernance locale et de la promotion du territoire (SEM, SPL, GECT, agences de développement, etc.), développement des outils de planification et d'observation. Développement des politiques publiques globales et transverses</li><li>+ <b>Développement des dispositifs de démocratie locale et de proximité</b> : Changement des techniques et des modes de travail : logiques de transversalité et de management par projets, relations en réseau, travail coopératif en ligne, technologies de l'information et de la communication. Diversification de la demande des familles : flexibilité des horaires</li></ul> |
| <b>Attendus</b>   | <ul style="list-style-type: none"><li>► <b>Conduite des diagnostics territoriaux ou thématiques</b> et notamment « inclusion » en matière d'accès des enfants issus de familles défavorisées (ainsi que ceux porteurs de handicap) et d'offres disponibles pour ces enfants</li><li>► <b>Assistance et conseil auprès des élus et des comités de pilotage</b><ul style="list-style-type: none"><li>- Établir un état des lieux des dispositifs et acteurs du développement territorial</li><li>- Identifier des tendances et facteurs d'évolution</li><li>- Conseiller et/ou réaliser des prestations de service et d'accompagnement des porteurs de projet</li><li>- Repérer les leviers d'intervention possibles de la collectivité</li><li>- Traduire les orientations politiques en plans d'action</li><li>- Proposer les modalités de mise en œuvre des projets locaux et des programmes d'actions</li></ul></li><li>► <b>Accompagnement de la réalisation des objectifs prioritaires du projet de territoire inscrit dans la Ctg</b><ul style="list-style-type: none"><li>- Contribuer à la construction d'une stratégie de développement territorial concevoir, formaliser, conduire des programmes, contrats, procédures ou des projets opérationnels</li><li>- Poursuivre le maillage territorial, l'accessibilité et la qualité des modes d'accueil du jeune enfant : avec une attention particulière à l'accueil des enfants en situation de handicap et/ou de pauvreté</li><li>- Soutenir la diversification et l'accessibilité de l'offre de loisirs, notamment sur le temps du mercredi et des vacances</li></ul></li></ul>  |

- Poursuivre le développement des actions favorisant l'autonomie des jeunes et leur engagement citoyen
- Favoriser l'émergence d'actions de soutien à la parentalité répondant aux besoins spécifiques de chaque territoire
- Accompagner les parents à l'arrivée de l'enfant, dans l'éducation et en prévention des ruptures familiales par des interventions individuelles et collectives de travail social et d'aide à domicile ciblées autour des événements de vie des familles
- Renforcer le maillage territorial des structures d'animation de la vie sociale (Avs), en renforçant leur présence dans les territoires prioritaires et en accompagnant le maintien de l'offre existante.
- Poursuivre les actions en faveur de l'inclusion sociale en matière de prévention des expulsions locatives et de lutte contre la non-décence par des aides au maintien dans un logement décent
- Garantir l'accès aux droits et veiller à l'accessibilité des services sur l'ensemble du territoire et par l'accompagnement à l'inclusion numérique

► **Développement et animation de la contractualisation, des partenariats et des réseaux professionnels**

- Synthétiser les attentes et besoins des partenaires
- Mobiliser les acteurs locaux et notamment animer des réseaux mobilisation en faveur des enfants porteurs de handicap : financement de pôles « d'appui ou de ressources » ou de comités de pilotage entre les différents acteurs du milieu ordinaire et du milieu spécialisé
- Organiser et animer des comités de pilotage, des groupes techniques, des commissions thématiques et territoriales
- Organiser l'information des partenaires sur les engagements et les dispositifs de la collectivité
- Favoriser les échanges d'expériences

► **Organisation et animation de la relation avec la population**

- Favoriser l'expression et la mobilisation des habitants
- Développer et animer des dispositifs de concertation et de participation avec le public
- Construire et mettre en œuvre une stratégie de communication interne et externe
- Réguler les relations entre institutions, acteurs et population
- Pérenniser et valoriser la participation des habitants à la mise en œuvre des politiques de développement

► **Contribution à l'évaluation des politiques et des actions mises en œuvre**

- Développer des partenariats afin de collecter des données et de l'information
- Concevoir et mettre en œuvre des indicateurs de suivi et des bases de données partagées
- Conduire des analyses statistiques, cartographiques, quantitatives et qualitatives et des dispositifs d'évaluation
- Réaliser une veille sur la réglementation, les outils et méthodes du développement territorial, l'environnement économique, social, culturel, politique
- Exploiter et communiquer les résultats de l'évaluation



## Annexe 4 –La liste des équipements

### Accompagnés en CEJ

| Petite enfance                            |                       | Gestionnaire             |
|---|-----------------------|--------------------------|
| Le multi accueil de Ceyzériat             | 30 places             | Leo Lagrange DSP CA3B -  |
| Le multi accueil de St Just               | 15 places             | Leo Lagrange DSP CA3B -  |
| Le RAM de Ceyzériat                       | 0.5 ETP               | Leo Lagrange DSP CA3B    |
| Le RAM de Certines                        | 0.75 ETP              | Leo Lagrange Marché CA3B |
| Le RAM de Val Revermont et Coligny        | 1.5 ETP               | CA3B                     |
| Le multi accueil de St-Etienne-du-Bois    | 30 places             | CA3B                     |
| Le multi accueil de St-Trivier-de-Courtes | 24 places             | CA3B                     |
| Le RAM de St-Trivier-de-Courtes           | 0.5 ETP               | CA3B                     |
| La micro-crèche de Domsure                | 10 places             | CA3B                     |
| Le Multi-accueil de Bénny                 | 30 places             | CA3B                     |
| Le Multi-accueil de Confrançon            | 12 places             | CA3B                     |
| Le Multi-accueil de Montrevel-en-Bresse   | 36 places             | CA3B                     |
| Le RAM de Montrevel-en-Bresse             | 1.5 ETP               | CA3B                     |
| Le Multi-accueil de Polliat               | 14 places             | Alfa3A (DSP)             |
| Le RAM de Polliat                         | 0.5 ETP               | Alfa3A (DSP)             |
| Le Multi-accueil de Péronnas              | 50 places             | La commune de Péronnas   |
| Le RAM de Péronnas                        | 0.80 ETP              | La commune de Péronnas   |
| Le Multi accueil de St-Denis-les-Bourg    | 40 places             | L'association Bout'chou  |
| Le RAM de St-Denis-les-Bourg              | 0.59 ETP              | L'association Bout'chou  |
| Le Multi accueil de St-Denis-les-Bourg    | (dont 4 places)       | L'association Bout'chou  |
| Le Multi accueil de St-Denis-les-Bourg    | Participation Buellas | L'association Bout'chou  |
| Le Multi accueil de St-Denis-les-Bourg    | (dont 1 place)        | L'association Bout'chou  |
| Le Multi accueil de Viriat                | Participation Montcet | L'association Bout'chou  |
| La Micro-crèche de Viriat                 | 36 places             | La commune de Viriat     |
| La crèche familiale de Viriat             | 10 places             | La commune de Viriat     |
| Le RAM de Viriat                          | 28 places             | La commune de Viriat     |
|   | 0.5 ETP               | La commune de Viriat     |
| Jeunesse                                  |                       | Gestionnaire             |
| Le centre de loisirs de Polliat           |                       | Alfa3A                   |
| Le centre de Loisirs de Péronnas          |                       | Alfa3A                   |
| Le centre de loisirs de                   |                       |                          |

---

|   |  |
|---|--|
| <b>Certines</b>   | ADSEA Marché CA3B  |
| <b>Le centre de loisirs de St Martin-du-Mont</b>          | ADSEA Marché CA3B  |
| <b>Le centre de loisirs de St Denis-les-Bourg</b>         | Association « Pôle Pyramide »  |
| <b>Le centre de loisirs de Villereversure+Bohas</b>       | Leo Lagrange DSP CA3B  |
| <b>Le centre de loisirs enfants Val Revermont</b>         | Association La Treffortine   |
| <b>Le centre de loisirs ados de Val Revermont</b>         | Léo Lagrange Marché CA3B   |
| <b>Le centre de loisirs ados de St Trivier-de-Courtes</b> | Léo Lagrange Marché CA3B   |
| <b>Le centre de loisirs de Lent</b>                       |  |
| <b>Le centre de loisirs de Dompierre-sur-Veyle</b>        | Alfa3A (marché public)   |
| <b>Le centre de loisirs de Servas</b>                     | Alfa3A (marché public)   |
| <b>Le centre de loisirs de St André-sur-Vieux-Jonc</b>    | Alfa3A (marché public)   |
| <b>Le centre de loisirs de St Etienne-du-Bois</b>         | L'association centre de loisirs de St Etienne-du-Bois                                |
| <b>Le centre de loisirs de St Julien-sur-Reyssouze</b>    | Sivos de St Julien-sur-Reyssouze, St Jean-sur-Reyssouze, Mantenay-Montlin-Lescheroux |
| <b>Le centre de loisirs de St Trivier-de-Courtes</b>      | Sivos de St Trivier-de-Courtes   |
| <b>Le centre de loisirs enfants et ados de Marboz</b>     | L'association Familles Rurales de Marboz   |
| <b>Le centre de loisirs de St Didier d'Aussiat</b>        | L'association « Le club des p'tits loups »   |
| <b>Le centre de loisirs de Confrançon</b>                 | L'association Familles Rurales de Confrançon   |
| <b>Le centre de loisirs de Montrevel en Bresse</b>        | La CA3B  |
| <b>Le centre de loisirs ados de Viriat</b>                | La commune de Viriat   |
| <b>Le centre de loisirs enfants de Viriat</b>             | L'association Familles Rurales (transfert commune en 2021)                           |
| <b>Le centre de loisirs de Beny</b>                       | La commune de Beny   |

---

➤ **Non accompagnés en CEJ**

| <b>Petite enfance</b>                                    |                  | <b>Gestionnaire</b>                 |
|--|------------------|-------------------------------------|
| <i>La Micro-crèche Paje Val<br/>Revermont</i>            | <i>10 places</i> | <i>Gestionnaire Privé</i>           |
| <i>La Micro-crèche Paje de<br/>Montagnat</i>             | <i>10 places</i> | <i>Gestionnaire Privé</i>           |
| <i>La Micro-crèche Paje de Viriat</i>                    | <i>10 places</i> | <i>Gestionnaire Privé</i>           |
| <i>La Micro-crèche Paje de<br/>Montagnat</i>             | <i>10 places</i> | <i>Gestionnaire Privé</i>           |
| <i>La Micro-crèche Paje<br/>de Lent</i>                  | <i>10 places</i> | <i>Gestionnaire Privé</i>           |
| <b>Jeunesse</b>  |                  |                                     |
| Le centre de loisirs périscolaire d'Attignat             |                  | Commune d'Attignat                  |
| Le centre de loisirs extrascolaire d'Attignat            |                  | Association sportive d'Attignat     |
| Le centre de loisirs péri et extrascolaire de Coligny    |                  | Alfa3A                              |
| Le centre de loisirs périscolaire de Jasseron            |                  | ADSEA                               |
| Le centre de loisirs péri et extrascolaire de Jasseron   |                  | Association AFCV                    |
| Le centre de loisirs périscolaire de Bresse Vallons      |                  | Commune Bresse Vallons              |
| Le centre de loisirs péri et extrascolaire de Foissiat   |                  | Association Sucre d'Orge            |
| Le centre de loisirs périscolaire de Buellas             |                  | Commune de Buellas                  |
| Le centre de loisirs périscolaire de Malafretaz          |                  | Commune de Malafretaz               |
| Le centre de loisirs périscolaire de Jayat               |                  | Commune de Jayat                    |
| Le centre de loisirs périscolaire de Montrevel en Bresse |                  | Commune de Montrevel<br>en Bresse   |
| Le centre de loisirs extrascolaire de Péronnas           |                  | Association Centre<br>Foot Péronnas |
| <b>TAP</b>   |                  |                                     |
| TAP Bresse Vallon  |                  | CA3B                                |
| TAP Montrevel  |                  | CA3B                                |
| TAP de Malafretaz  |                  | CA3B                                |
| TAP de Béréziat  |                  | CA3B                                |
| TAP de Marsonnas   |                  | CA3B                                |

TAP de Viriat

Commune de Viriat

**PS Jeunesse**

PS Jeunes Péronnas

Association CS L'Agora à  
Péronnas

Ps Jeunes Collectif Bresse

MRJC

**Action de Soutien à la Parentalité**

Action collective "Thé Parent"

ADMR

**Accès aux Droits**

Maison France Service de St Trivier-de-Courtes  
Maison de Service aux publics Val Revermont

La poste

**Animation de la Vie Sociale**

EVS La Grange aux Parapluies- St Julien/Reyssouze

Asso La Grange aux Parapluies

EVS La Fabrique du Revermont

Association MRJC